



PARIS June 7–8, 2018
The Next Tech Law
Revolution

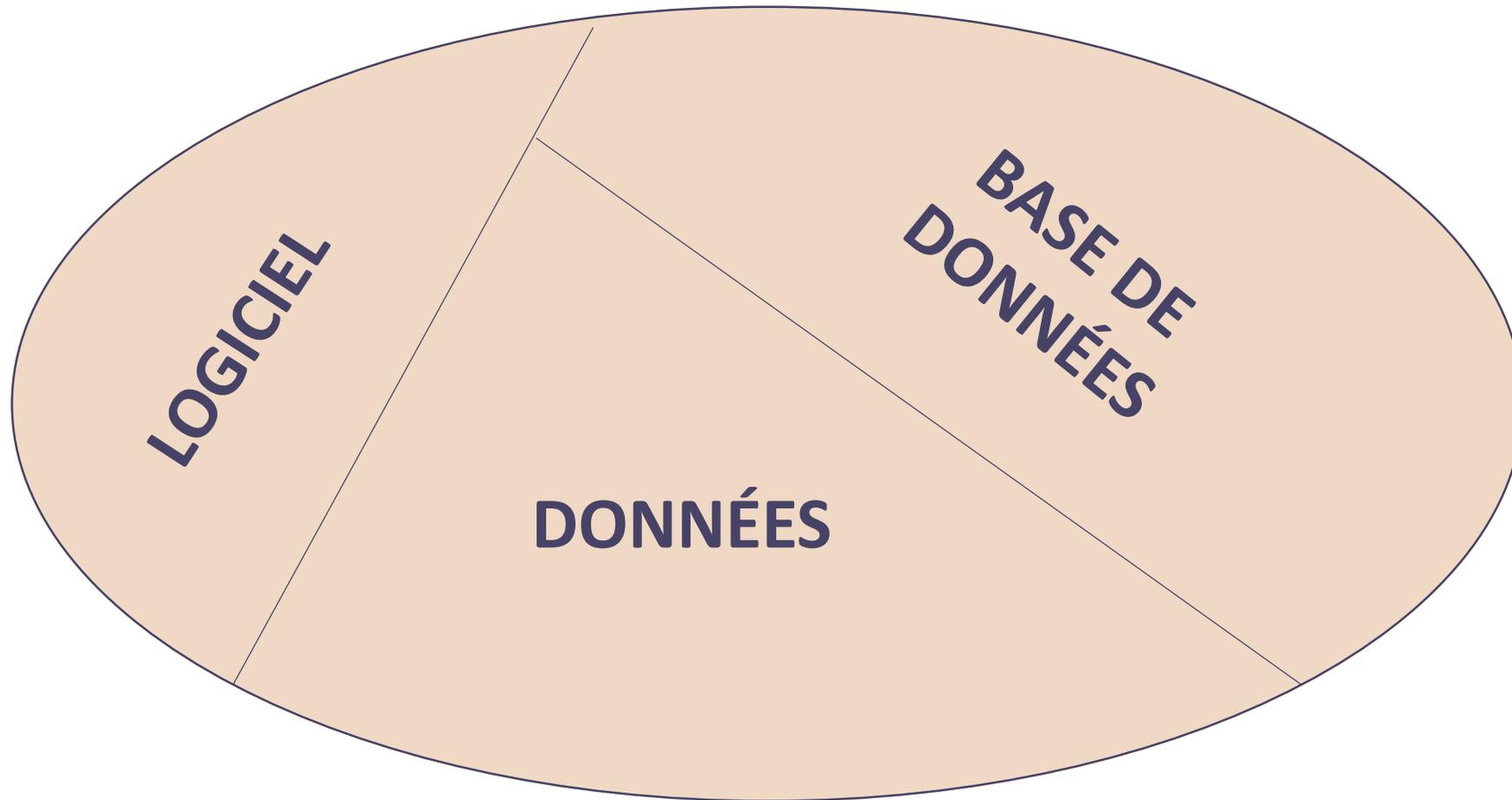
Claire Bernier

Avocat/Associé

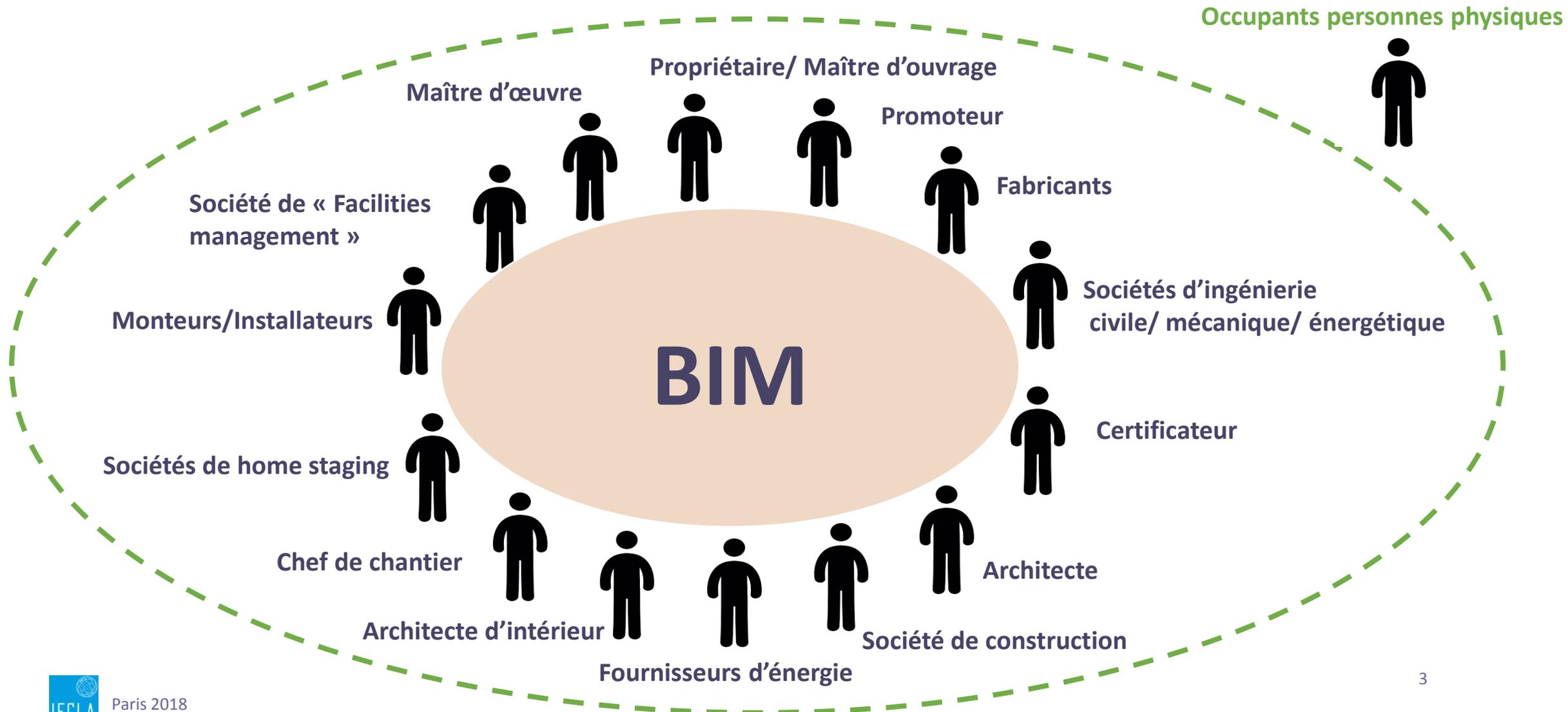
ADSTO Cabinet d'Avocats

ADSTO
Avocats à la Cour

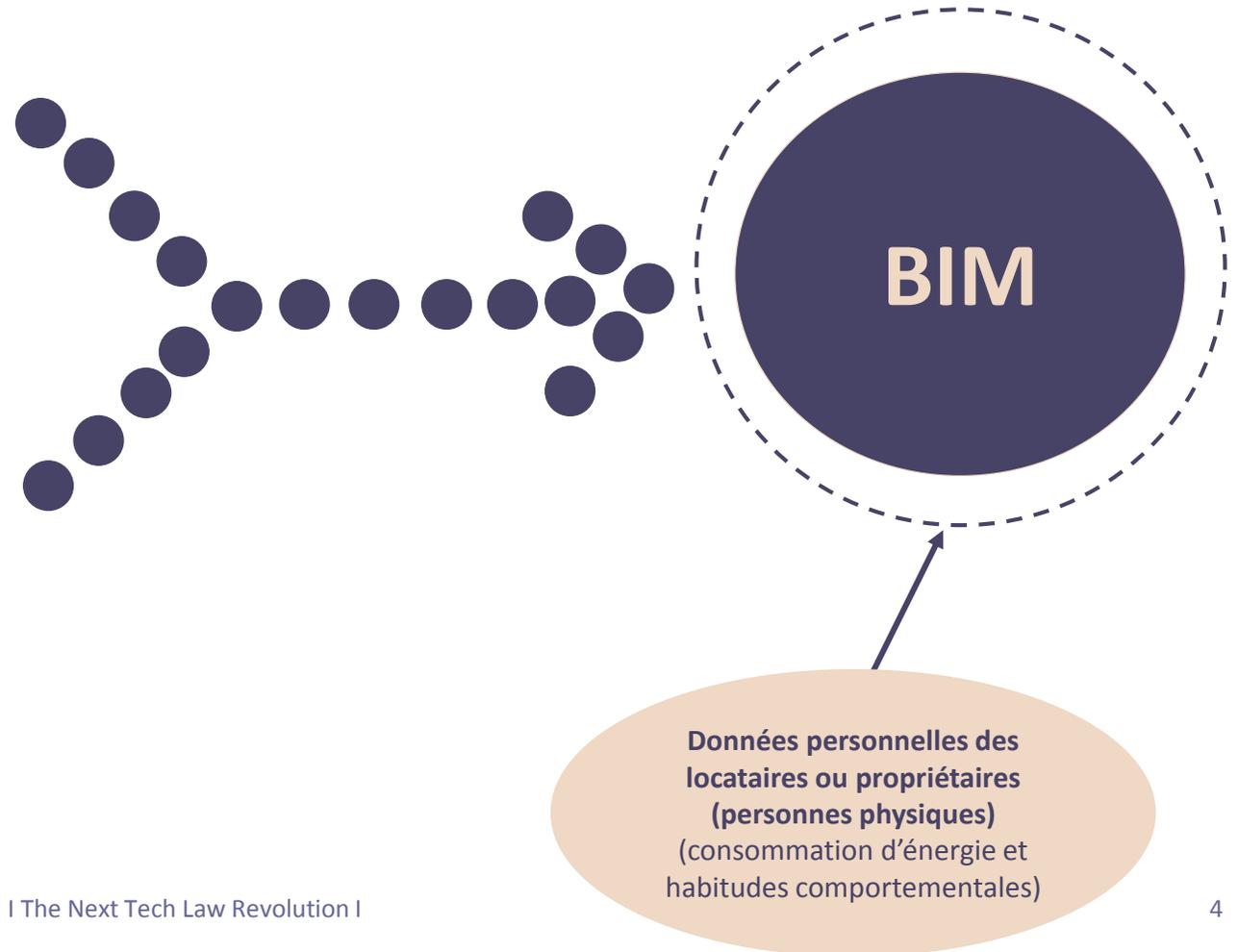
Plateforme BIM



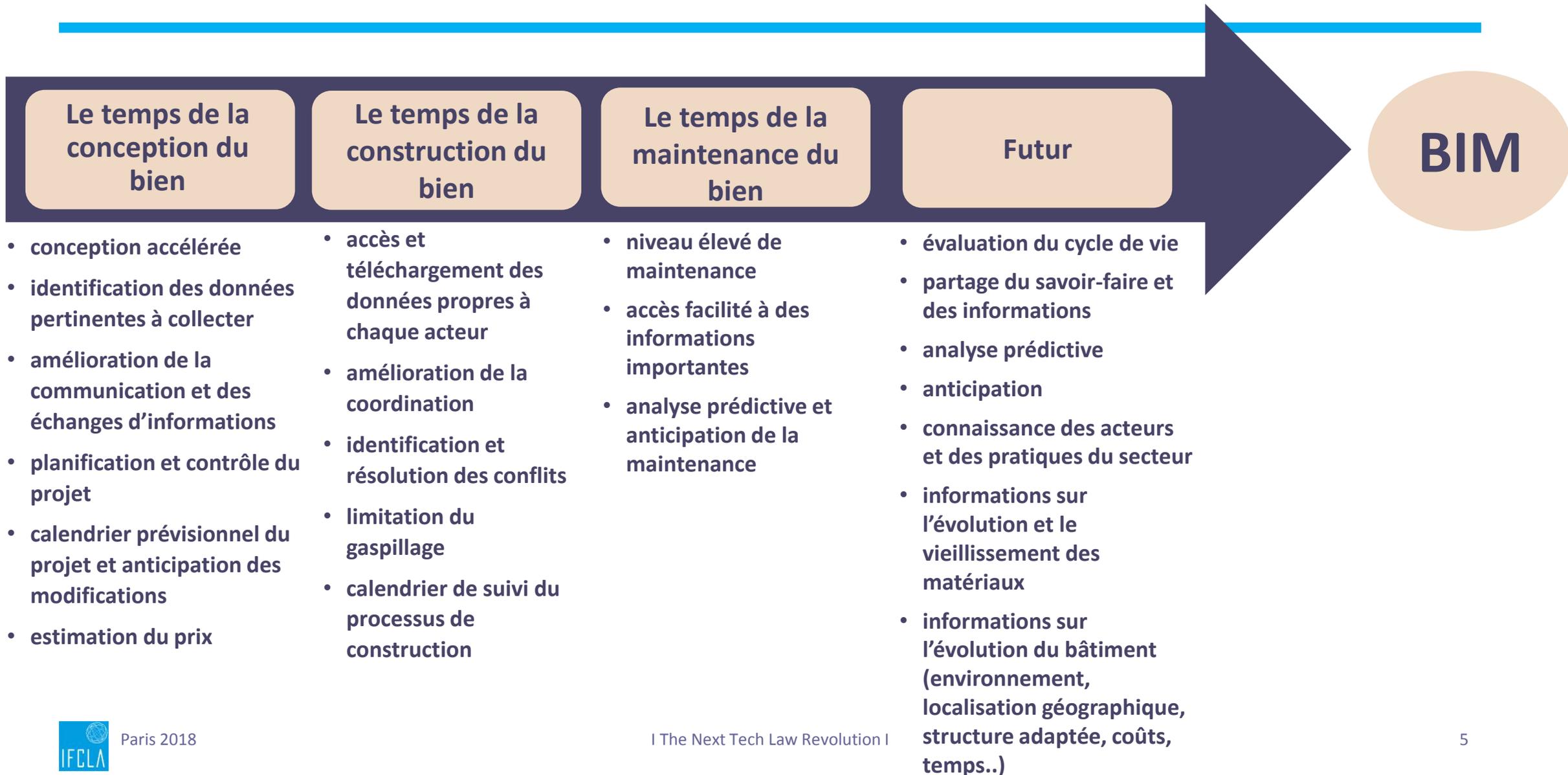
BIM : les acteurs



BIM : les données



Pourquoi recourir au BIM ?



BIM Aspects légaux : reconnaissance du BIM par la législation

Reconnaissance du BIM par la législation européenne

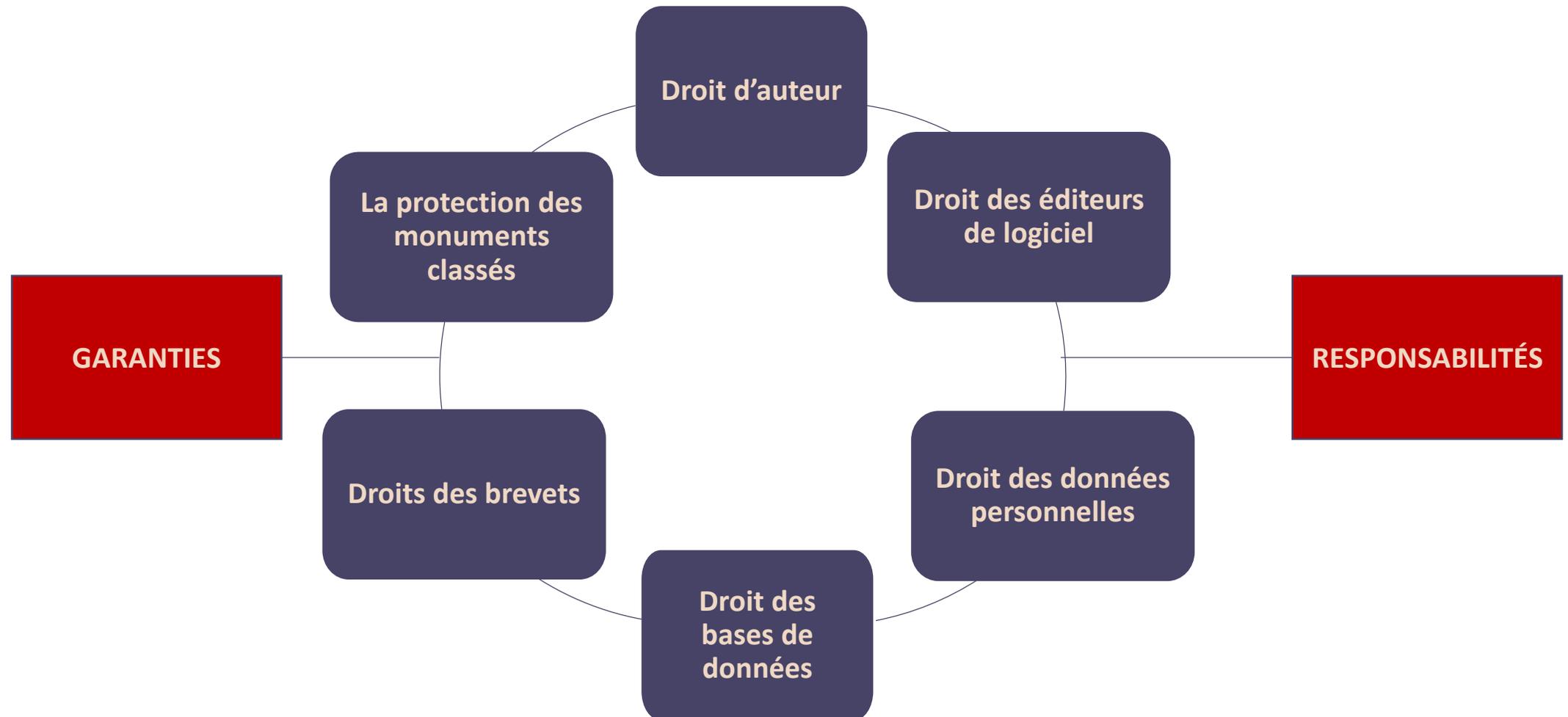
L'article 22 § 4 de la Directive 2014/24/UE relative à la passation des marchés publics du 26 février 2014 prévoit que :
« *Pour les marchés publics de travaux et les concours, les États membres peuvent exiger l'utilisation d'outils électroniques particuliers tels que des outils de modélisation électronique des données du bâtiment ou des outils similaires.* »

Reconnaissance du BIM par la législation nationale (Exemple de la France)

Transposition de la Directive 2014/24/UE du 26 Février 2014 en droit français par l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015. Toutefois, cette ordonnance n'évoque pas explicitement le BIM.

Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics : premier acte en droit français faisant référence expressément au BIM aux Articles 42 III et 42 IV.

BIM : les droits mobilisés



Thank you



● Claire BERNIER ● ● ADSTO +33(0)6 73 80 26 37 ● ● 24 boulevard de Douaumont 75017 ● ● clairebernier@adsto.legal